

D

DÉBITANTS DE TABAC. — Voy. *Déb.*
Déb. de tabac, § 2.

DÉBITEURS. — Voy. *Crédit foncier.*

DÉBITS DE BOISSONS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'ordonnance n° 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 202, et pour avis à la Commission de la famille ; rapport le 12 février 1946 par M. Albert Rigal, n° 404 ; avis le 7 mars 1946 (2^e séance) par M. Fernand Mazuez, n° 592 (voir ci-dessous § 3) ; rapport supplémentaire le 15 mars 1946 (2^e séance) par M. Albert Rigal, n° 686 (voir ci-dessous §§ 3, 5).

§ 2. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à renforcer et à reviser certaines dispositions relatives à la législation des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de la famille), n° 217.

§ 3. — Proposition de loi de M. Charles Desjardins tendant à abroger les articles premier, 2, 3 et 10 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 31 décembre 1945 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 252,

et pour avis à la Commission de la famille ; rapport le 12 février 1946 par M. Albert Rigal, n° 404 ; avis le 7 mars 1946 (2^e séance) par M. Fernand Mazuez, n° 592, (voir ci-dessus, § 1^{er}) ; rapport supplémentaire le 15 mars 1946 (2^e séance) par M. Albert Rigal, n° 686, (voir ci-dessus § 5, ci-dessus § 1^{er}). Adoption le 19 mars 1946, sous le titre : « Proposition de loi tendant à abroger les articles 1^{er} à 11, 14 et 15 de l'ordonnance n° 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons ». — Proposition de loi n° 68.

Loi du 30 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 31 mars.

DISCUSSION [19 mars 1946] (A., p. 843) ;
Sont entendus dans la discussion générale :
MM. Albert Rigal, Rapporteur ; Henri Debidour, Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique ; Fernand Mazuez, Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique ; Robert Wetzel, Denis Cordonnier, André Marie, P. O. Lapie, Charles Desjardins, Maurice Lucas ; Clôture de la discussion générale (p. 847) ; Article unique (ibid.) ; Amendement présenté par M. Robert Wetzel tendant à maintenir le régime de l'autorisation préalable pour l'ouverture de nouveaux débits (ibid.) ; Retrait (p. 848) ; Modification du titre et adoption de l'article unique de la proposition de loi (p. 849) = Ont pris part à la discussion : MM. René Coty, Roger Dusseaux, Maurice Pourrasseau, Albert Rigal, Rapporteur ; Robert Wetzel.

§ 4. — Proposition de résolution de M. François Delcos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai fixé par l'article premier de l'ordonnance

du 20 octobre 1934 sur la limitation des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 459.

§ 5. — Proposition de loi de M. Pierre-Olivier Lapie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 février 1946 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 524; rapport supplémentaire le 15 mars (2^e séance) par M. Albert Rigal (voy. ci-dessus §§ 1^{er} et 3), n° 686.

§ 6. — Proposition de loi de Mme Germaine Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des affaires économiques, n° 688).

DÉBITS DE TABACS.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif à la suppression des formalités de délivrance d'une commission et de prestation de serment imposée aux titulaires de débits de tabacs, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 par M. André Philip, Ministre de l'Economie Nationale et des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 449; rapport le 7 mars (1^{re} séance) par M. Christian Pineau, n° 586. Adoption sans débat le 12 mars 1946. — Projet de loi n° 58.

Loi du 16 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 17 mars.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Claudius Mounier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251 du 20 février 1946 portant diminution du taux des remises accordées aux débiteurs du tabac sur les prix de vente des tabacs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 1235.

DÉBLAIEMENT, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

DÉCENTRALISATION ARTISTIQUE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

DÉCÈS. — Voy. *Pensions militaires*, §§ 8, 9.

— actes de. — Voy. *Code civil*, §§ 1, 2.

— présomption de. — Voy. *Code civil*, §§ 1, 2.

DÉCHETS ORGANIQUES. — Voy. *Viandes saisies*.

DÉCISIONS DE JUSTICE.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Egypte, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2^e séance) par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), n° 1121.

§ 2. — annulation de. — Voy. *Divorce*, § 6. Voy. aussi *Condamnations*, § 2.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES.

§ 1^{er}. — Déclaration du Gouvernement provisoire de la République française lue par M. Félix Goupin, Président du Gouvernement provisoire de la République française, à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 janvier 1946, n° 326.

§ 2. — Voy. aussi *Communications du Gouvernement*.

DÉCLARATION DE PATRIMOINE.

— Voy. *Impôts*, § 14.

DÉCORATIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Lucien Rose et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 119

§ 2. — Proposition de loi de M. Philippe Livry-Level tendant à créer un signe distinctif affecté exclusivement à certaines décorations lorsqu'elles ont été acquises au péril de la vie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la défense Nationale), n° 132.

§ 3. — Proposition de loi de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer la Légion d'honneur ou la Médaille militaire aux officiers, sous-officiers et soldats titulaires, au cours de la guerre 1939-1945, de trois citations dont une à l'ordre de l'armée ou quatre citations, quel qu'en soit l'ordre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 190; rapport collectif le 18 avril (3^e séance) par M. Albert Lecrivain-Servoz, n° 1104 (voy. ci-dessous § 5). Adoption sans débat le 25 avril 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n° 204.

§ 4. — Proposition de loi de Mme Marie Oyon et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférant, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 443.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Louis Audibert tendant à inviter le Gouvernement à abroger les délais d'attribution des distinctions honorifiques au titre de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 mars 1946 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 625; rapport le 11 avril (3^e séance) par M. Jean Crouan, n° 997; rapport collectif le 18 avril (3^e séance) par M. Albert Lecrivain-Servoz, n° 1104 (voy. ci-dessus § 3).

§ 6. — Proposition de loi de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues tendant à

créer une distinction au profit des réfractaires et maquisards, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 842.

§ 7. — Proposition de loi de M. Charles Desjardins tendant à ouvrir un nouveau délai pour le dépôt des demandes, l'examen et l'attribution de médailles accordées aux prisonniers civils de guerre par la loi du 14 mars 1936 et à en étendre le bénéfice aux prisonniers civils de la guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 1011.

§ 8. — Projet de loi tendant à attribuer au Ministre des Travaux publics et des Transports un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les services rendus par le personnel de la S.N.C.F., présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2^e séance) par M. Jules Moch, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des moyens de communication), n° 1129; rapport le 24 avril (3^e séance) par M. Louis Bouté, n° 1178. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (3^e séance). — Projet de loi n° 230.

Loi du 9 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 10 mai.

§ 9. — Projet de loi accordant au Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les mérites particuliers acquis dans la reconstruction et la remise en marche des services de cette administration, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2^e séance) par M. Jean Letourneau, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (renvoyé à la Commission des moyens de communication), n° 1130; rapport le 25 avril (3^e séance) par M. Clovis Constant, n° 1214. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (3^e séance). — Projet de loi n° 229.

Loi du 9 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 10 mai.

§ 10. — Projet de loi accordant au Ministre de la Production industrielle un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les services rendus par

les mineurs, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2^e séance) par M. Marcel Paul, Ministre de la Production industrielle (renvoyé à la Commission de l'équipement national), n° 1134. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 220.

Loi du 7 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 8 mai.

DÉCOUVERTES DE MÉDICAMENTS (Encouragement aux), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

DÉCRET DE CESSATION DES HOSTILITÉS. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, §§ 2, 14.

DÉCRETS (ratification de). — Voy. *Ouverture et annulation de crédits*, § 1.

DÉFENSE NATIONALE. — Voy. *Brevets d'invention*, §§ 3, 4 ; *Budget de 1946*, § 3.

DÉFICIENT PHYSIQUE (Statut du), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

DÉFICIT BUDGÉTAIRE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, §§ 2 et 8. *Discussion générale*.

DÉLAIS.

— de présomption. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 6.

— de procédure. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 4.

— de revision des crédits. — Voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 7.

— Suspension des. — Voy. *Sociétés*, § 4.

DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE MALGACHE. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 37.

DÉLÉGUÉS.

— Mineurs. — Voy. *Mines*, § 6.

— du personnel. — Voy. *Travail* (réglementation du) §§ 2, 9.

DÉLINQUANTS PRIMAIRES. — Voy. *Droits politiques*.

DÉLINQUENCE JUVÉNILE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

DÉMINAGE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

DENRÉES ALIMENTAIRES (Vol de). — Voy. *Amnistie*, § 1.

DÉPARTEMENTS FRANÇAIS. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 3, 5, 6.

DÉPARTEMENTS RECOUVRÉS (Situation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

DÉPENSES (Prévisions des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RAVITAILLEMENT), *Discussion générale*.

DÉPENSES CIVILES, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*.

DÉPENSES MILITAIRES. — Voy. *Budget de l'exercice 1946*, §§ 3, 8.

DÉPENSES MILITAIRES, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*.

DÉPENSES MILITAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 1946, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (CRÉDITS MILITAIRES).

DÉPORTATION (Lieu de). — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 30.

DÉPORTÉS POLITIQUES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. de Raulin dit Laboureur et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'instituer une procédure d'urgence en vue de régulariser la situation des veuves et des orphelins de déportés et des combattants de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 175 ; rapport le 7 mars 1946 (2^e séance) par M. de Raulin dit Laboureur, n° 610.

§ 2. — Projet de loi prolongeant en faveur des déportés la durée d'application de l'aide médicale temporaire instituée par l'ordonnance du 26 mai 1945, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 février 1946 par M. Laurent Casanova, Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre (renvoyé à la Commission des pensions), n° 493. Adoption le 26 février 1946. — Projet de loi n° 43.

Loi du 1^{er} mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 2 mars.

DISCUSSION [26 février 1946] (A., p. 461) ; *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Roger Devemy, Laurent Casanova, Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre ; *Clôture de la discussion générale* (p. 462) ; *Article unique* : adoption (ibid.).

§ 3. — Proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à étendre à certaines catégories de déportés les dispositions de l'ordonnance du 26 mai 1945 relative à l'aide médicale temporaire, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} mars 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 555 ; rapport le 4 avril (2^e séance) par M. Amédée Guy, n° 871.

§ 4. — Proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai fixé pour le bénéfice de l'aide médicale temporaire prévue par l'ordonnance du 26 mai 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} mars 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 556 ; rapport le 4 avril (2^e séance) par M. Amédée Guy, n° 872.

§ 5. — Proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des primes d'accueil et de déportation ainsi que l'indemnité dite de congé de libération, aux déportés rentrés avant le 1^{er} mars 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} mars 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 557 ; rapport collectif le 28 mars (2^e séance) par M. Amédée Guy, n° 789 (voy. *Prisonniers et déportés*, § 17).

§ 6. — Proposition de loi de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à établir la définition d'interné et de déporté politique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} mars 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 558.

§ 7. — d'Alsace. — Voy. *Alsace-Lorraine*, §§ 5, 6.

— non rapatriés. — Voy. *Loyers et fermages*, § 27.

Voy. aussi ; *Assistance judiciaire*, § 1^{er}. — *Emplois réservés*, § 2. — *Fonctionnaires*, § 9. — *Guerre de 1939-1945*, § 13. — *Impôts*, § 9. — *Loyers et fermages*, § 29. — *Marcs*. — *Ministères*, § 2. — *Prisonniers et déportés*, §§ 3, 17.

DÉPUTÉS.

— Elections des. — Voy. *Elections*, §§ 19, 20.

— Inviolabilité et immunité des. — Voy. *Assemblée Nationale Constituante*, § 2.

DÉSAVEU DE PATERNITÉ.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Maurice Michel et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer les délais en matière de désaveu de paternité au profit des prisonniers de guerre et

déportés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 213.

§ 2. — Projet de loi tendant à prolonger, à titre exceptionnel, le délai de désaveu de paternité, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 avril 1946 (3^e séance) par M. Laurent Casanova, Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre (renvoyé à la Commission de la justice), n° 1000 ; rapport le 16 avril (2^e séance) par M. Pierre Dominjon, n° 1066. Adoption sans débat le 24 avril 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 188.

Loi du 10 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 11 mai.

DÉSOMBUSAGE. — Voy. *Guerre 1939-1945*, § 5.

DÉTACHEMENT DES OFFICIERS DANS LES ADMINISTRATIONS CENTRALES, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (Dépenses militaires) (ARMÉES).

DETTE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'Exercice 1946*, § 2 (FINANCES), *Discussion générale*.

DETTE PUBLIQUE. — Projet de loi portant création de comptes-courants collectifs de rentes au porteur au grand Livre de la Dette publique, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 avril 1946 (2^e séance) par M. André Philip, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 1074.

DÉTENTION. — Voy. *Administration pénitentiaire*.

DÉVALUATION DU FRANC. — Voy. *Alignement monétaire*, §§ 1, 2. — *Territoires d'outre-mer*, § 15.

DÉVALUATION DU FRANC AUX COLONIES, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

DIRECTION DE L'ÉLECTRICITÉ, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 8.

DIRECTION DES CARBURANTS, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 8.

DIRECTION DES MINES, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 8.

DIRECTION DU PERSONNEL, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES), *Discussion générale*.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 5.

DISTILLATION — Proposition de loi de M. Jacques Roulleaux-Dugage et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du contrôle syndical de la distillation fermière, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 848.

DISTINCTION. — Voy. *Décorations*, § 6.

DIVORCE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Frédéric Dupont tendant à interdire le divorce pendant trois ans après le mariage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 18 ;

rapport le 28 décembre 1945 par M. Pierre Dominjon, n° 233.

§ 2. — Proposition de loi de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce lorsqu'une des parties est prisonnier de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 208 ; rapport le 5 mars 1946 par M. Pierre Dominjon, n° 584. Adoption sans débat le 22 mars (2^e séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce et en séparation de corps, lorsque le demandeur s'est trouvé éloigné de son foyer par certains faits de guerre ». — Proposition de loi n° 71.

Loi du 27 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 28 mars.

§ 3. — Proposition de loi de M. Robert Kalis tendant à l'abrogation de l'article 6 de l'acte dit loi du 2 avril 1941, modifiant l'article 310 du Code civil, sur la conversion de la séparation de corps en divorce, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 282 ; rapport collectif le 22 février 1946 par M. Marcel Peyret, n° 496 (voy. ci-dessous, § 4). Adoption sans débat le 14 mars 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n° 65.

Loi du 18 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 19 mars.

§ 4. — Proposition de loi de M. Jean Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la conversion de certaines demandes en séparation de corps en demandes en divorce, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 321 ; rapport collectif le 22 février 1946 par M. Marcel Peyret, n° 496 (voy. ci-dessus, § 3).

§ 5. — Proposition de loi de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la procédure de divorce concernant les rapatriés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 615.

§ 6. — Proposition de loi de M. Jean Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à permettre

l'annulation de certaines décisions ayant prononcé pendant l'occupation le divorce, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 689.

§ 7. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 2.

DOCTEURS EN DROIT. — Voy. *Enseignement supérieur*, § 2.

DOMMAGES CORPORELS (Réparation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (JUSTICE); *Discussion générale*.

DOMMAGES DE GUERRE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Georges Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître publiquement et catégoriquement, d'une part, l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de guerre et, d'autre part, le droit à la réparation intégrale de tous les dommages matériels certains causés aux biens mobiliers et immobiliers du fait de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 50 ; rapport collectif le 12 février 1946 par M. René Schmitt, n° 391 (voy. ci-dessous §§ 2, 3, 4, 7, 8. — *Immeubles*, § 2). Adoption le 26 mars 1946, sous le titre : « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à liquider la législation instituée par l'autorité de fait se disant Gouvernement de Vichy et à établir une législation inspirée des idées républicaines d'égalité et de solidarité de tous devant les charges de guerre, déjà exprimées dans la loi du 17 avril 1919, proclamant le droit à réparation intégrale de tous les dommages résultant de la guerre ». — Proposition de résolution n° 73.

DISCUSSION [26 mars 1946] (A., p. 1059) ; Sont entendus dans la discussion générale : M. Raymond Laurent, Mme Germaine Poinso-Chapuis, MM. Victor Michaut, Jean Le Coutaller

Joseph Delachenal, André Mutter ; Clôture de la discussion générale (p. 1062) ; *Adoption des deux premiers alinéas de la proposition de résolution* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Georges Coudray tendant à faire fixer par une loi un ordre de priorité* (ibid.) ; *Adoption* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à supprimer dans le troisième alinéa, les mots : « le financement de la reconstruction »* (p. 1062) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du quatrième alinéa* (ibid.) ; *Modification du titre et adoption de l'ensemble de la proposition de résolution* (ibid.). — *A pris part à la discussion des articles, M. Jacques Vendroux, Président de la Commission.*

§ 2. — Proposition de loi de M. Joseph Lecacheux et plusieurs de ses collègues tendant au retour à la loi du 17 avril 1919 consacrant aux sinistrés le droit à réparation intégrale des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 126 ; rapport collectif le 12 février 1946 par M. René Schmitt, n° 391 (voy. § 1^{er} ci-dessus).

§ 3. — Proposition de résolution de MM. Joseph Denais et Charles Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 192 ; rapport collectif le 12 février 1946 par M. René Schmitt, n° 391 (voy. § 1^{er} ci-dessus).

§ 4. — Proposition de résolution de M. Raymond-Laurent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur, par la législation sur la reconstruction, les principes établis par la loi du 17 avril 1919 sur la réparation intégrale des dommages de guerre et la solidarité totale des Français devant les charges nées de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 226 ; rapport collectif le 12 février

1946 par M. René Schmitt, n° 391 (voy. § 1^{er} ci-dessus).

§ 5. — Proposition de loi de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues tendant par l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, à la réparation intégrale des dommages de guerre subis par les sinistrés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 décembre 1945 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 243.

§ 6. — Proposition de loi de M. Louis Marin tendant à la réparation des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 décembre 1945 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 246.

§ 7. — Proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer sa doctrine en matière de réparation des dommages de guerre par le retour aux principes de solidarité et d'égalité de tous les Français devant les charges de guerre d'une part, au droit à réparation intégrale d'autre part, tels qu'ils sont énoncés dans la loi du 17 avril 1919, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 320 ; rapport collectif le 12 février 1946 par M. René Schmitt, n° 391 (voy. § 1^{er} ci-dessus).

§ 8. — Proposition de résolution de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proclamer l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre et impliquant la réparation intégrale des dommages causés par les faits de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 31 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 347 ; rapport collectif le 12 février par M. René Schmitt, n° 391 (voy. § 1^{er} ci-dessus).

§ 9. — Proposition de loi de M. Jacques Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante

le 21 février 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 483.

§ 10. — Proposition de loi de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 651.

DOMMAGES DE GUERRE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

DOMMAGES DE GUERRE (Réparation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

DOMMAGES DE GUERRE (Règlement des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

DOMMAGES.

— causés par le gibier. — Voy. *Agriculture*, § 15.

— et intérêts. — Voy. *Séparation de corps*, § 1.

DROIT.

— de chasse. — Voy. *Chasse*, § 1.

— à pension. — Voy. *Pensions militaires*, § 3.

— de réquisition. — Voy. *Jardins ouvriers*, § 1.

— de vote. — Voy. *Elections*, §§ 4, 8.

DROITS D'ENTRÉE SUR LES POSTES RÉCEPTEURS RAPPORTÉS D'ALLEMAGNE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RADIODIFFUSION), *Discussion générale*.

DROITS DES RÉFRACTAIRES ET MAQUISARDS, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (ANCIENS COMBATTANTS), *Discussion générale*.

DROITS POLITIQUES. — Proposition de loi de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à réintégrer dans leurs droits politiques, eu égard aux circonstances exceptionnelles dues à la guerre et à l'occupation, certains délinquants primaires et certains faillis non réhabilités, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 16 janvier 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 292.

DUNKERQUE (Population de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.